

OPS

CC Subject
Master

Le Président de la République

N° 105/PR/SP.

Subject filed as:

Rec'd 13/6

South Africa Part 3

Dakar le 29 Mai 1984.

Situation in Namibia

PRIME MINISTER'S
PERSONAL MESSAGE
SERIAL No. T87A/84

Madame le Premier Ministre,

Une délégation de la SWAPO de Namibie, conduite par son Président, M. Sam Nujoma, a séjourné à Dakar, du 24 au 26 mai 1984, dans le cadre d'une tournée dans certains pays africains.

M. Sam Nujoma avait été invité, par moi-même, à effectuer une visite officielle au Sénégal.

J'ai reçu en audience, le 25 mai, M. Sam Nujoma et la délégation qui l'accompagnait. Au cours de cet entretien, le Président de la SWAPO a évoqué les récents contacts qui ont eu lieu, à Lusaka, du 11 au 13 mai 1984, à l'initiative du Président Kenneth Kaunda, et qui ont permis des conversations préliminaires entre une délégation de l'Afrique du Sud et la SWAPO, avec la participation de l'Administrateur général de la Namibie.

./.

Comme Vous le savez, ces conversations préliminaires n'ont pas abouti à un résultat positif et M. Sam Nujoma explique les difficultés qui ont été rencontrées, lors de ces contacts, par l'absence de volonté de l'Afrique du Sud de discuter, au fond, de l'application de la Résolution 435 du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies sur l'indépendance de la Namibie.

Le Gouvernement de Prétoria a évoqué, de nouveau, un lien entre la présence cubaine en Angola et la solution de la question namibienne. Une telle attitude ne me paraît pas favorable à une issue rapide dans l'appréciation du dossier namibien.

A l'analyse des résultats de la rencontre de Lusaka, il est juste de considérer que les Etats africains et les pays du Groupe de Contact doivent, ensemble, agir, en prenant de nouvelles initiatives, dans des sphères sans doute différentes, mais complémentaires, dans le but de rapprocher les positions des Parties impliquées dans l'affaire namibienne. A cet égard, notre souci devrait être de faciliter la mise en oeuvre des dispositions de la Résolution 435 et du Plan de Règlement de l'ONU, en associant, à cette démarche, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations-Unies.

Je sais que la Grande-Bretagne a, sur ce problème, une approche dynamique, ouverte sur la recherche d'une solution qui respecte le souhait de la Communauté internationale. Cette action mérite d'être poursuivie par un appui direct au Plan de Règlement de l'ONU ainsi qu'aux initiatives du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

./.

Devant une telle situation, beaucoup de Chefs d'Etat africains s'interrogent, aujourd'hui, sur les moyens et procédures à mettre en oeuvre, en relation directe avec les pays membres du Groupe de Contact, pour que l'Afrique du Sud soit amenée à accepter de discuter, au fond, avec la SWAPO, de l'application de la Résolution 435 du Conseil de Sécurité.

Nous devons, une fois que le principe de ces discussions sera accepté, veiller à ce que les élections libres et démocratiques prévues par la Résolution 435 soient organisées sous le contrôle de l'ONU avec toutes les garanties requises.

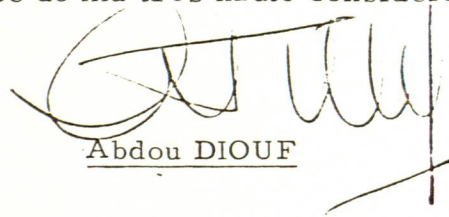
Ainsi, lorsque la Namibie aura accédé à l'indépendance, les autorités qui dirigeront ce pays, à l'issue de ces élections, auront soin de respecter les Droits de l'Homme et ceux de toutes minorités parmi la population namibienne.

La Grande-Bretagne, qui a déjà tant fait dans cette voie, soutiendra, j'en suis persuadé, une démarche tendant à faire de nouvelles pressions sur le Gouvernement de Prétoria pour que celui-ci ne retarde pas davantage l'accession de la Namibie à la souveraineté internationale, dans les conditions arrêtées par l'ONU.

Les relations privilégiées qui existent entre nos deux pays m'ont conduit à saisir Votre Excellence de l'évolution de ce dossier préoccupant afin que les prochains contacts entre les Sud-Africains et les dirigeants de la SWAPO ne connaissent pas le même sort que la récente rencontre de Lusaka

C'est dans cet espoir que je Vous prie d'agréer, Madame le Premier Ministre, l'assurance de ma très haute considération

Madame Margaret THATCHER
Premier Ministre de Grande-Bretagne
LONDRES


Abdou DIOUF

Unofficial Translation of Letter Dated 29 May to the Prime Minister
From His Excellency Mr Abdou Diouf, President of Senegal

A delegation from SWAPO of Namibia, led by the SWAPO President, Mr Sam Nujoma, was in Dakar from 24-26 May in the course of a visit to a number of African countries. Mr Nujoma had been invited by myself to carry out an official visit to Senegal. On 25 May I received Mr Nujoma and his delegation. In the course of our conversation, the SWAPO President recalled the recent talks which, at the initiative of President Kenneth Kaunda, had taken place on 11-15 May in Lusaka. These talks had permitted preliminary talks to take place between a South African delegation and SWAPO, with the participation of the Administrator-General of Namibia.

As you know, these preliminary talks did not lead to any positive result and Mr Nujoma sees the explanation for the difficulties encountered in the course of these talks to South Africa's lack of basic will to discuss the implementation in UN Security Council Resolution 435 on Namibian independence. The Pretoria Government once more referred to the linkage between the Cuban presence in Angola and a Namibia settlement. Such an attitude does not seem to me conducive to speedy progress in tackling the Namibian problem.

Considering the results of the Lusaka meeting, it is right to consider whether African countries and the Contact Group countries should act together in launching fresh initiatives, in areas perhaps different but in fact complementary, with a view to reconciling the positions of the parties involved in the Namibian question. In this respect, our concern would be to make possible the implementation of the provisions of SCR 435 and the UN Plan for Namibia, in associating with this action the UN Secretary-General.

I know that the United Kingdom has a dynamic approach to this problem and is engaged in the search for a solution which would respect the will of the international community. This activity deserves to be pursued through direct support for the UN Plan as indeed for the initiatives of the Secretary-General.

In this situation many African leaders are asking themselves today what steps and approaches they need to make, in direct relation with the Contact Group countries, so that South Africa will be induced to accept genuine discussion with SWAPO of the implementation of SCR 435. Once the principle of these discussions has been accepted we shall have to ensure that the free democratic elections envisaged by SCR435 are organised under the supervision of the United Nations, with all the necessary guarantees. Thus, as soon as Namibia accedes to independence, the authorities which rule the country as a result of the elections will take care to respect human rights and the rights of all minorities amongst the Namibian population.

The United Kingdom, which has already done so much on this route, will I am sure support an action which would put new pressure on the Government of Pretoria so that the South Africans would no longer hold up the accession of Namibia to international sovereignty in the conditions laid down by the United Nations.

/The

The special relations which exist between our countries have encouraged me to bring Your Excellency up to date on this worrying question so that the next contacts which take place between the South Africans and the leaders of SWAPO will not meet the same fate as the recent meeting in Lusaka.

It is in this hope that I ask you to accept, Madam Prime Minister, the assurances of my highest consideration.

A handwritten signature in dark ink, appearing to be a stylized name, located on the right side of the page.